

Le changement climatique menace notre santé

«Le changement climatique est la principale menace pour la santé globale au 21^{ème} siècle» – L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la commission du <Lancet-Countdown on Health and Climate Change> partagent cette conclusion.¹ Aucun pays – pauvre ou riche – n'est immunisé contre les

impacts du changement climatique. Des mesures urgentes sont requises pour conjurer cette menace pour la vie et la santé. Les Médecins en faveur de l'Environnement (MfE) posent 8 exigences à la classe politique, la Confédération, les cantons et le secteur de la santé pour protéger la population.

Les impacts sanitaires du changement climatique sont déjà alarmants et pourraient, dans un futur proche, devenir incontrôlables. Le changement climatique définira largement l'avenir des enfants qui naissent aujourd'hui. Ce que nous décidons maintenant, détermine la santé de la génération à venir. Des mesures sont donc urgentes. De par le monde, toutes les branches, dont



le secteur sanitaire, doivent les mettre en œuvre de manière socialement acceptable. De plus, la potentielle valeur ajoutée sanitaire de ces mesures protège et améliore la santé publique générale. Les MfE exigent que le secteur de la santé accélère la prise de décision publique menant à zéro émission de gaz à effet de serre nette.

1

Reconnaître et mentionner le changement climatique comme menace sanitaire massive de l'humanité.

2

Alimentation biologique, principalement végétale d'origine locale.

3

Rénovation énergétique des bâtiments et densification des constructions avec des matériaux écologiques.

4

Biens de consommation durables, réparables et recyclables d'origine régionale.

5

Production d'énergie décentralisée, si possible carboneutre, sans pétrole, gaz naturel, charbon et énergie nucléaire.

6

Mobilité à pied, vélo, en bus, tram et train; baisse massive du trafic automobile et aérien.

7

Zéro émission nette d'ici à 2030: faire barrage au CO₂ au lieu de le réduire, avec, entre autres, l'économie circulaire.

8

D'ici fin 2022, présentation d'une stratégie pour «Un système de santé carboneutre d'ici à 2030».

¹ www.lancetcountdown.org

Les exigences des MfE pour un climat sain

De par le monde, les changements climatiques sont tangibles et visibles, en Suisse aussi où la température moyenne a augmenté de près de 2°C depuis l'ère préindustrielle. Les vagues de chaleur, intempéries extrêmes et nouvelles maladies infectieuses menacent la vie et la santé des Suisses. Les impacts des sécheresses, incendies de forêt, la hausse du niveau de la mer et les problèmes d'approvisionnement en denrées alimentaires et eau sont encore plus alarmants dans le monde. Mesurée au nombre d'habitants, la Suisse, avec la totalité de ses émissions de gaz à effet de serre, contribue démesurément au changement climatique. Les MfE réclament, avec 8 exigences, d'atteindre le plus vite possible zéro émission nette de CO₂, aussi dans le secteur sanitaire.

1 Reconnaître le changement climatique comme menace sanitaire

Les pays industrialisés notamment polluent et détruisent trop l'environnement naturel. Et ceci compromet, dans le monde entier, les bases existentielles de l'homme. Le changement climatique d'origine humaine est une menace sanitaire massive. Il faut le reconnaître explicitement et en porter la responsabilité.

Telle est l'exigence des MfE envers la classe politique nationale, cantonale et communale, l'administration et les associations du secteur sanitaire.

L'objectif d'ici à 2030: zéro émission de gaz à effet de serre nette. Le passage requis à une société et économie durable n'est possible que si, parallèlement, les ressources sont mieux réparties dans le monde. **Gain sanitaire:** approvisionnement sûr en eau et denrées alimentaires, moins de craintes des catastrophes, de maladies cardiovasculaires et transmises par les moustiques, de déplacements dus à la hausse du niveau de la mer et, espérons, moins de guerres.

2 Alimentation bio, principalement végétale d'origine locale

Une alimentation saine avec peu d'émissions de CO₂ se compose de denrées surtout végétales, si possible produites et transformées localement, issues d'une agriculture agro-écologique, dénuées d'OGM et de produits toxiques, et non ultra-transformées. Cultiver et importer du fourrage est interdit. Pas de subvention pour la viande, l'emploi de pesticides et d'antibiotiques préventifs. Les importations sont taxées en conséquence. L'importation

par avion de produits agricoles est interdite. Les grandes cuisines et les cuisines collectives des hôpitaux, écoles, universités et cantines de l'administration transforment des produits bio. L'alimentation végétale est promue et enseignée. **Gain sanitaire:** moins de cancers, de maladies cardiovasculaires, de diabète de type 2 et surpoids, un air plus pur et de l'eau plus propre, un paysage plus varié.

3 Densification des constructions avec des matériaux écologiques

Le mitage et la construction de routes doivent être arrêtés. Ils altèrent les valeurs naturelles et la biodiversité. Il faut chauffer et refroidir les bâtiments existants à isoler avec des énergies renouvelables. Lors de l'isolation, les biotopes animaliers doivent être préservés. L'industrie du bâtiment utilise surtout du bois et d'autres matériaux disponibles régionalement (argile et paille). Les substances

nocives pour la santé sont interdites pour rendre aussi l'économie circulaire possible. La planification urbaine diminue les îlots thermiques (arbres d'ombrage, entre autres). **Gain sanitaire:** environnement sain, proche de la nature pour la psyché et le corps, pas de polluants de l'habitat, air plus pur, moins de décharges, et donc, une eau plus propre, moins de vagues de chaleur.



4 Biens de consommation durables, réparables et recyclables

Prioriser la qualité plutôt que la quantité. Les vêtements, appareils électroniques, meubles, doivent être durables, réparables, sans produit toxique et recyclables et, si possible, produits régionalement.

Les biens importés causent plus de 50% des émissions de gaz à effet de serre en Suisse. Cette part générée

à l'étranger doit être aussi économisée d'ici à 2030. En parallèle, la Suisse s'engage, à l'échelle mondiale, pour une industrie propre et l'économie circulaire. **Gain sanitaire:** moins de polluants dans l'air, l'eau, le sol, moins de ressources gaspillées et de transports, pas de déchets incinérés.

5 Redistribuer l'espace routier et gel de la construction d'autoroutes

La mobilité décarbonnée nécessite un aménagement territorial des courts trajets, pour atteindre le but à pied ou vélo. Redistribuer l'espace routier en faveur du trafic piéton, cycliste, des transports publics au lieu de développer les infrastructures. Un moratoire s'applique à la construction d'autoroutes. Vitesse à 30 partout en agglomération, à 80 sur les autoroutes.

La taxation du trafic auto repose sur les kilomètres et le

poids du véhicule, dont la consommation, la taille et le poids maximaux sont limités. Le fret se fait principalement par train. Les vols à destination d'endroits que le train a atteints en 8 heures sont interdits. Le kérosène est taxé comme l'essence. **Gain sanitaire:** plus d'exercice, moins d'accidents graves, de maladies cardiovasculaires et pulmonaires, de diabète et surpoids; air plus pur, bruit pathogène réduit.

6 Énergie générée à partir du renouvelable et sans énergie nucléaire

L'approvisionnement suisse en énergie a désormais lieu sans pétrole, ni gaz, charbon ou énergie nucléaire dont les subventions et fonds pour la recherche sont supprimés. Ils sont alors destinés à l'économie d'électricité, des appareils plus efficaces, ainsi qu'à une production d'électricité décentralisée, si possible carboneutre, sans radioactivité ou

déchets nucléaires. Les obsolètes centrales nucléaires suisses sujettes aux accidents doivent être arrêtées d'ici 2025 au plus tard. **Gain sanitaire:** air plus pur, moins de maladies pulmonaires et cardiovasculaires et de décès. Moins de surexploitation des ressources, de trafics, pas de catastrophe pétrolière ou nucléaire, déchets nucléaires réduits.

7 Industrie/économie: enrayer le CO₂ avec l'économie circulaire

L'industrie, cimenteries et usines d'incinération des ordures ménagères notamment, doit empêcher ses émissions de CO₂ au lieu d'engloutir ce gaz à effet de serre dans le sol. Pour préserver les ressources, il faut une économie circulaire dotée d'un cycle technique pour les biens utilitaires et d'un cycle biologique pour les biens de consommation.

Cela conditionne les produits conçus à être recyclés.

La numérisation doit être en accord avec les objectifs climatiques.

Et un «réel» bilan CO₂ est nécessaire: pas d'émissions «cachées» de CO₂ de parts de CO₂ biogènes et soi-disant neutres, par ex. pour les pneus usés.² **Gain sanitaire:** air plus pur, car, presque pas de déchets incinérés, moins d'accidents miniers par ex., exploitation efficace des ressources, donc, moins de polluants.³

8 Stratégie pour un système de santé carboneutre d'ici à 2030

Le secteur de la santé occasionne au moins 5% des émissions de gaz à effet de serre suisses. Il caracole en tête dans le monde entier.

Un paradoxe car ce secteur devrait protéger la santé publique du changement climatique. D'ici à 2022, le système de santé doit soumettre une stratégie nationale de

décarbonisation d'ici à 2030 au plus tard. La protection climatique et la santé planétaire doivent être enseignées à l'université tout comme les activités cliniques des employés du secteur sanitaire. **Gain sanitaire:** accent conséquent sur la prévention plutôt que sur le traitement de maladies.

² cf. www.aefu.ch/Oekoskop_20_1

³ cf. par ex. www.aefu.ch/fileadmin/user_upload/aefu-data/b_documents/oekoskop/ecoscope/Ecoscope_2017.pdf_3

Bilan: il est grand temps d'atteindre zéro net dans l'intérêt de la santé

Le changement climatique menace la vie et la santé. Les médecins doivent, de toute urgence, attirer l'attention sur ces faits et exiger des mesures de réduction et de suppression de ces dangers.

Depuis des décennies déjà, les chercheurs pointent les altérations menaçantes du climat. Ces avertissements sont enfin entendus par la classe politique: de plus en plus de gouvernements et d'organisations internationales prennent des mesures pour freiner la menace du réchauffement climatique d'ici à 2050. Il est peu probable que l'approche proposée suffise. Car au lieu d'empêcher la formation de CO₂, elle mise trop souvent sur des solutions techniques visant à «éliminer le CO₂». Ce faisant, le réchauffement climatique ne peut pas être arrêté à temps. Mais cela serait nécessaire pour protéger la vie et la santé.

Le rôle capital des employés du secteur de la santé

Ces dernières années, le «Lancet Countdown» a fait entendre sa voix compétente du secteur sanitaire. Il nomme des mesures concrètes et souligne leur urgence. Il faut enfin créer une société et une économie basées sur des critères durables. Les médecins savent quel sera le degré d'impact des modifications du climat sur la vie et la santé des personnes. Notre premier rôle de médecin est la prévention. Nous devons donc alerter, montrer la nécessité absolue des mesures et agir nous-mêmes. Ici, les employés du secteur de la santé ont une tâche particulière.

⁴ Cf. note de bas de page 1

Charte des MfE <Climat et santé>

Bâle, mars 2021 / rédaction: Bernhard Aufdereggen et Alexandre Dupraz, tous deux dr en méd., groupe de travail climat des MfE; Stephanie Fuchs, Martin Forter, MfE
Médecins en faveur de l'Environnement (MfE), Case postale 620, CH-4019, Bâle 061 322 49 49,
www.aefu.ch, info@aefu.ch, www.twitter.com/aefu_ch, www.facebook.com/aefu.ch

Reproduction souhaitée avec citation des sources.

Commande gratuite par e-mail à info@aefu.ch. Téléchargement: www.aefu.ch/climat/charte_mfe_climat_sante

Soutenez
notre travail.
Merci!
PC 40-19771-2